

Brochure n° 3247

Convention collective nationale

IDCC : 1513. – **ACTIVITÉS DE PRODUCTION
DES EAUX EMBOUTEILLÉES,
DE BOISSONS RAFFRAÎCHISSANTES
SANS ALCOL ET DE BIÈRE**

■ *Journal officiel* du 6 février 2010

**Arrêté du 29 janvier 2010 portant extension d'un avenant à la
convention collective nationale des activités de production des
eaux embouteillées, des boissons rafraîchissantes sans alcool et
de bière (n° 1513)**

NOR : MTST1002982A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1988 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 14 décembre 2009, portant extension de la convention collective
nationale des activités de production des eaux embouteillées, des boissons
rafraîchissantes sans alcool et de bière du 24 mai 1988, et des textes qui
l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 1 du 16 juillet 2009 modifiant l'article 32 de la conven-
tion collective nationale relatif aux périodes d'essai, à la convention collec-
tive nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 20 novembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
22 janvier 2010,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des activités de production des eaux embouteillées, des boissons rafraîchissantes sans alcool et de bière du 24 mai 1988, les dispositions de l'avenant n° 1 du 16 juillet 2009 modifiant l'article 32 de la convention collective nationale relatif aux périodes d'essai, à la convention collective nationale susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 janvier 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. — Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/43, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).